

« Le problème, c'est l'instrumentalisation des populations étrangères »

Les partis sont responsables de la dérive communautariste incarnée par Joëlle Milquet ou Philippe Moureaux, souligne le politologue Régis Dandoy. Qui annonce un virage d'ici les prochaines élections. Et s'interroge sur la survie du CDH.

La démission de Joëlle Milquet et les vives critiques à l'égard de la politique communautariste de Philippe Moureaux à Molenbeek marquent la fin d'une époque. Régis Dandoy, politologue à l'UCL et à l'ULB, explique pourquoi.

Le Vif/L'Express : Y a-t-il eu des excès dans la quête par les politiques des voix d'origine étrangère ?

↳ **Régis Dandoy :** Tout d'abord, il faut insister sur le fait que c'est le reflet de la réalité bruxelloise actuelle. Les partis doivent attirer un électorat forcément très diversifié, à l'image de la ville. C'est sain car très démocratique. Par contre, on est en droit de se poser des questions sur l'instrumentalisation de ces populations. Mettre des candidats d'origine étrangère sur les listes, c'est comparable à mettre des vedettes ou des footballeurs. L'objectif, c'est de faire des voix, quitte à fermer les yeux sur certains comportements. Le risque ? Se retrouver avec des élus qui ne répondent pas aux valeurs du parti ou qui sont systématiquement absents des séances du parlement bruxellois.

Le climat actuel, aggravé par les attentats terroristes, marque-t-il la fin d'un système ?

↳ Les partis et certains responsables politiques ont avancé pendant des années avec des œillères. Ils se sont

surtout préoccupés des élections, sans songer aux dommages collatéraux que cela pouvait occasionner. On peut en effet faire le parallèle avec Molenbeek en ce qui concerne l'instrumentalisation de certaines communautés. Oui, ce sont les partis qui sont responsables de l'état de la société en 2016. Le problème, c'est qu'il n'y a pas eu de vision globale sur la question de l'immigration ou de l'interculturalité. Pas seulement en raison de la complexité de notre Etat fédéral, mais aussi et surtout parce que la Belgique est un Etat partitocratique, où de nombreux politiques pratiquent en outre un localisme exacerbé.

L'affaire Milquet est-elle révélatrice de cela ?

↳ Avant les élections de 2014, on n'entendait pas parler de la stratégie de Joëlle Milquet visant à élargir l'électorat du CDH à ceux qui ne votaient pas pour le PSC, surtout la population musulmane et d'origine étrangère. Il n'y avait pas de chasse aux sorcières parce que cela fonctionnait. Les tensions ont surgi après l'affaire Wathélet, quand le ministre fédéral a été critiqué par Joëlle

Milquet dans le dossier des avions, et dès lors que cette dernière n'a pas pu conserver la place du CDH dans la capitale. Voilà pourquoi le nom de Milquet est aussi apparu dans le cadre de l'affaire Özdemir. De manière générale, on constate aujourd'hui un effet boomerang pour les

partis concernés. Certains de leurs électeurs ne comprennent pas la politique qui a été menée en matière de religions. Cela se paie cash à un moment ou à un autre. Au sein du CDH, des gens qui sont présents depuis des dizaines d'années ne se retrouvent pas dans cette nouvelle orientation. Quand une idéologie évolue, cela crée forcément des tensions. Il y a par ailleurs une attitude nouvelle : les partis n'hésitent plus à exclure ceux qui agissent à l'encontre de leurs valeurs. Il est fort probable que les élections communales de 2018, puis régionales et législatives de 2019, seront très différentes à l'égard de l'attitude des populations étrangères. Pour le CDH, on verra s'il tiendra jusque-là...

A ce point-là ?

↳ Il y a déjà des velléités d'OPA de certains partis sur le CDH. Quand Olivier Maingain, président de DéFI, se déclare candidat ministre de l'Enseignement, c'est significatif, même si c'est de l'humour. Le CDH vit un moment crucial. Si les prochains sondages sont très mauvais, la question de sa survie risque de se poser. Le problème pour lui, est, en outre, que les prochaines élections sont communales et que certains voudront tenter de faire des alliances pour préserver leur poste de bourgmestre. ●

Entretien : **Olivier Mouton**